

**M. Trudeau:** Oui, monsieur l'Orateur, je veillerai à ce que quelqu'un le fasse.

\* \* \*

● (1440)

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LE CHÔMAGE AU CAP-BRETON—DEMANDE DE RENCONTRE AVEC LE CABINET

**M. Andy Hogan (Cape Breton-East Richmond):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Le premier ministre a peut-être appris qu'en fin de semaine, au Cap Breton, où le chômage est très élevé, plusieurs personnalités éminentes, notamment des fonctionnaires, des ecclésiastiques, des professeurs et des syndicalistes, ont essayé d'attirer l'attention de la nation sur le grave chômage qui sévit dans cette région. Ils veulent que le premier ministre prenne des mesures afin de remédier à la gravité anormale du chômage. Ils attendent des réponses de sa part. Le premier ministre a-t-il quelque chose à proposer? Lui-même ou un groupe de ministres seraient-ils disposés à les rencontrer?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, lorsqu'un tel groupe demande à rencontrer un groupe de ministres, nous réagissons toujours favorablement à la demande.

**M. Hogan:** Le premier ministre sait que des télégrammes ont été adressés à son bureau pendant plus de trois semaines. Il a chargé un certain Brian Fleming de se rendre sur place. Celui-ci ne s'est pas encore adressé aux personnes dont j'ai parlé. C'est là l'origine de ces manifestations. Jusqu'à présent, elles ont été pacifiques, mais nous ne pouvons pas être certains qu'elles le demeureront. Pendant combien de temps devons-nous nous attendre à être considérés comme des citoyens de seconde classe dans ce pays...

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

#### LE DÉFI LANCÉ PAR LE MINISTRE QUANT À UN DÉBAT SUR LES OFFICES DE COMMERCIALISATION ET LA GESTION DE L'OFFRE—L'ACCEPTATION PAR M. COLIN THATCHER

**M. Frank Hamilton (Swift Current-Maple Creek):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné que le ministre a récemment lancé le défi de débattre la question des offices de commercialisation et la gestion de l'offre avec quiconque s'intéresse à l'élevage au Canada, et étant donné que ce défi a été relevé par Colin Thatcher, député à l'Assemblée législative qui est éleveur de bétail en Saskatchewan, le ministre pourrait-il donner à cette Chambre et aux éleveurs de bétail canadiens l'assurance qu'il respectera effectivement son engagement de procéder à ce débat?

### Questions orales

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, le député a modifié certains mots. Je pourrais lui faire entendre l'enregistrement de ce que j'ai dit à la Saskatchewan Rural and Municipalities Association, lorsque je me suis engagé à débattre de la question de la gestion de l'offre et des offices de commercialisation. Je n'ai absolument pas parlé du bœuf. La personne qui a jugé utile de changer de bord à l'Assemblée législative de la Saskatchewan essaye maintenant de se faire remarquer sur la scène politique. Je ne vais pas modifier mon engagement de servir les Canadiens pour lui fournir un tremplin. J'aimerais dire une chose: je n'ai absolument pas peur de lui.

**Des voix:** Bravo!

**M. Hamilton (Swift Current-Maple Creek):** Devons-nous conclure à la réponse du ministre qu'il s'attendait à des échanges faciles entre bons libéraux, mais qu'il refuse maintenant d'engager le débat avec un véritable éleveur de l'Ouest, qui sait parler franc et n'a pas froid aux yeux?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

\* \* \*

[Français]

### LE BILINGUISME

#### ON DEMANDE LA DATE DE LA PROCHAINE RENCONTRE DU GOUVERNEMENT AVEC L'ALLIANCE DE LA FONCTION PUBLIQUE—LA POSSIBILITÉ DE VERSER LA PRIME AUX FONCTIONNAIRES

**M. Serge Joyal (Maisonneuve-Rosemont):** Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable président du Conseil du Trésor. Étant donné que la Commission Laurendeau-Dunton recommandait en septembre 1969, dans son troisième volume, le paiement d'une prime au bilinguisme pour les catégories de fonctionnaires occupant des postes désignés bilingues, étant donné qu'un comité mixte, le Conseil du Trésor et l'Alliance de la Fonction publique siègent depuis le 3 janvier 1973 au sujet des conséquences de la politique sur les langues officielles, et étant donné que le président du Conseil du Trésor a reconnu que le paiement de cette prime est dû depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1976, l'honorable président du Conseil du Trésor peut-il dire aux députés de la Chambre quand doit avoir lieu la prochaine rencontre entre ses représentants et ceux de l'Alliance de la Fonction publique pour accélérer le versement de cette prime, et s'il accepte de considérer la proposition recommandant de verser immédiatement un montant minimum à tous ceux qui occupent des postes désignés bilingues, quitte à rajuster ces montants au cours des prochains mois vu que les discussions à ce sujet durent depuis quatre ans?

[Traduction]

**L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, d'ici quelques jours, sans doute sa semaine prochaine, j'aurai des entretiens officiels et circonstanciés avec le Syndicat de la Fonction publique et le Conseil national mixte.